

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

i.A.22.14.7.3. - SWL/IA

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

Presse und Info.

1

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

wochentx

Datum

VERS. (1)

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

américaines 1988/89, pour éviter d'augmenter davantage le vide créé par le manque de tout progrès dans le règlement de la question du Moyen-Orient. La CI serait un instrument d'action permettant de combler ce vide et ramenant l'opinion publique internationale à s'intéresser au problème palestinien qui a été relégué au deuxième ou troisième plan. B demande l'appui de la diplomatie helvétique pour défendre cette idée mobilisatrice de CI.

B rappelle la dégradation quotidienne des conditions économiques et sociales des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie: ils seront 2 millions en l'an 2000 que à Gaza. Si la CI ne peut pas avoir lieu, il faut alors que quelque chose soit fait pour cette population. La montée du fondamentalisme rend la situation particulièrement explosive dans la région. Le rapport entre la CI et cette dégradation est la création d'un espoir surtout pour ces Palestiniens.

Situation interne en Israël. B pense qu'un dialogue avec le Gouvernement israélien actuel est pratiquement impossible en ce moment.

A une question de CFA, B répond qu'à son avis l'Egypte pourrait influencer Israël en faveur de CI, mais que Sadat et Moubarak se sont toujours opposés de jouer ce rôle. De plus, les partis égyptiens d'opposition ont adopté une plate-forme anti-israélienne qui influence l'opinion publique en Egypte.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Influence et prestige des Etats-Unis au Moyen-Orient. D'après B, le manque de crédibilité des Etats-Unis n'est pas dû à l'Irangate, qui n'a guère choqué l'opinion publique au Moyen-Orient, mais au fait qu'en conséquence de cette crise, les E.-U. sont arrivés à la conclusion de ne plus pouvoir y jouer un rôle. Or, sans les E.-U., rien de décisif ne pourra se faire au Moyen-Orient. L'appel à l'URSS, la CEE, et les Non-Alignés ne peut donner lieu qu'à des rôles accessoires, il faut par conséquent encourager les E.-U. à s'engager de nouveau au Moyen-Orient.

Coopération entre PI et PVD. B soutient qu'il faut soutenir la coopération Sud-Sud, moyennant la coopération tripartite. Pour ce qui nous concerne: Egypte/Suisse/Afrique.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialien

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Conférence ministérielle OCDE, Paris, les 12 et 13 mai 1987.

1. Deux points délicats et controversés figuraient sur l'ordre du jour de la Conférence ministérielle 1987. Il s'agissait

a) de la situation économique et monétaire considérée sous l'angle de la croissance dans le contexte de l'interdépendance. La difficulté de ce point provenait de ce que les marchés n'ont pas vraiment cru aux messages issus des accords du Louvre et de Washington. Le message de l'OCDE allait-il être plus crédible? Politiquement parlant, il pourra donner le change puisque 24 pays s'accordent sur l'amélioration désirable des perspectives de croissance. Cependant, mesuré en termes d'analyse économique, on peut avoir quelques doutes. En effet, l'OCDE a établi qu'il n'y aura pas de rééquilibrage rapide des déséquilibres internationaux quelle que soit la stratégie choisie. Face à ce constat, l'OCDE a démontré qu'il y avait un scénario à éviter à tout prix. Ce scénario est de laisser aux marchés la "direction des opérations" pour la fixation des cours de change. Pour éviter cette dérive, la meilleure alternative, toujours selon l'OCDE, est un mélange de politique budgétaire et fiscale engagées avec résolution plus particulièrement par les trois principaux acteurs (USA, Japon, RFA). Faute d'avoir pu opter, en raison de contraintes de politique intérieure, pour l'adoption de ce scénario, on se retrouve dans une situation intermédiaire dans laquelle on risque de voir se poursuivre les perturbations monétaires tempérées ponctuellement par l'annonce de mesures budgétaires.

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Ce n'est donc pas le meilleur scénario ni non plus le pire. Il faudrait voir cependant s'il tient à l'usage, sans atteintes nouvelles à la confiance, à l'investissement et, finalement, à la croissance.

b) de l'agriculture considérée sous l'angle de l'indispensable ajustement. Le courage et la lucidité des rapports du Secrétariat conféraient, suite à des fuites à la presse, une dimension politique à ce thème bien avant la Ministérielle de l'OCDE. Il est vrai que la situation agricole est coûteuse. Il est vrai que les conflits agricoles risquent de déborder sur les échanges de biens et services. Il est vrai que les pratiques répréhensibles se multiplient, etc. Face à ce diagnostic qui n'a pas été contesté, l'OCDE a mis en évidence la responsabilité collective des pays de l'OCDE en leur demandant d'agir chacun selon ses moyens et sa situation nationale. La conduite de cette négociation très délicate entre partenaires ayant des vues très différentes a été menée à chef après bien des péripéties. La Ministérielle a réussi une percée politique. On y a en effet accepté un corps de règles de conduite dont les politiques agricoles devront se rapprocher progressivement. Il s'agit de réformer les politiques agricoles de façon concertée. En outre, les Ministres sont tombés d'accord pour activer les négociations de l'Uruguay Round, exécuter leurs engagements de statu quo et de démantèlement "et, de manière plus générale, s'abstiendront de recourir à des actions qui dégraderaient le climat des négociations: ils éviteront notamment d'engager des actions qui conduiraient à stimuler la production de denrées agricoles en excédent et

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

à isoler davantage le marché national des marchés internationaux. En outre, ils agiront de façon responsable quant ils écouleront les stocks excédentaires et ne se livreront pas à des pratiques commerciales conflictuelles déstabilisatrices."

Cette percée est heureuse pour le Sommet de Venise et l'Uruguay Round. Ayant reconnu cela, il ne faut pas se leurrer, le chemin sera encore long entre l'engagement politique du 13 mai et sa traduction en actions au GATT. Toutefois, le mouvement est amorcé et il conservera très vraisemblablement son momentum vu les désordres et les rivalités en cause. Il faut espérer que les Américains n'essayeront pas au Sommet de Venise d'arracher de nouvelles concessions à leurs partenaires car ils risqueraient de remettre en cause l'acquis OCDE.

2. Sur les trois points de l'ordre du jour (le troisième étant l'ajustement structurel), les Japonais ont été mis sous forte pression. Ils en ont nourri du dépit et de l'irritation qui se sont traduits dans leurs déclarations en plénière et au déjeuner des Ministres. Pour présenter leur point de vue, ils avaient d'ailleurs déplacé la crème de leurs Ministres (Ministre des affaires étrangères, Ministre du MITI, Ministre de l'agriculture et le Vice-ministre parlementaire pour la planification économique) ainsi que plus de 40 fonctionnaires. Le dépit et l'irritation des Japonais proviennent de l'impression que leurs partenaires méconnaissaient l'ampleur du mouvement et des sacrifices qu'ils ont faits ou vont

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

consentir en matière monétaire (appréciation du yen et baisse des taux d'intérêt), budgétaire (35 milliards de dollars d'impulsions nettes sans mesure de compensation) et agricole (entamer le processus de réforme).

3. Par rapport aux Japonais et aux Allemands, les Américains se tirent très bien de cette conférence. Presque personne ne leur a demandé de relever leurs impôts pour réduire le déficit budgétaire. Baker a repris l'argumentation connue : toute augmentation d'impôts contraint la liberté des agents économiques. Plus il y a d'argent, plus augmente la tentation de le dépenser. Il reste cependant que le processus de réduction budgétaire est amorcé aux Etats-Unis. Il est important mais pas énorme, rapporté au PNB, si on le compare à ce que font les autres. Dans ces conditions, l'OCDE a mis l'accent sur la nécessité de voir ce processus se poursuivre, voire de s'accélérer.

Datum: _____

Visum: _____

Teil intern: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
<input type="text"/>	<input type="text" value="9"/>

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Staatssekretär E. Brunner in Zypern, 15./16. Mai 1987

1. KSZE: Treffen der Aussenminister der N+N

In Vertretung von BR Aubert hat BRE am 16./17. Mai 1987 in Zypern an einem Treffen der Aussenminister der N+N teilgenommen. Erwartungsgemäss stand die Suche nach einer gemeinsamen Haltung in Sachen konventionelle Abrüstung im Mittelpunkt der Diskussionen. Insbesondere Schweden, aber auch Jugoslawien lockerten im Verlauf des Gedankenaustausches ihre bisherige Haltung in Richtung der von der Schweiz vertretenen Ideen, indem sie auf die ausdrückliche Forderung nach Teilnahme an einem im KSZE-Rahmen zu konstituierenden Verhandlungsforum verzichteten. Der entsprechende Abschnitt im gemeinsam verabschiedeten Communiqué erwähnt denn auch die Wünschbarkeit von Strukturen, die im Umfeld (context) und nicht im Rahmen der KSZE anzusiedeln wären. Von den Konsultationen zwischen den 23 Mitgliedern der Militäerallianzen wird ausdrücklich Kenntnis genommen. Gleichzeitig findet aber auch die Forderung nach Berücksichtigung der Sicherheitsinteressen aller 35 KSZE-Teilnehmerstaaten Erwähnung, was implizite auf die namentlich von der Schweiz vertretene Idee eines 'link' zwischen den 23 und den 35 verweist. BRE legte in den Diskussionen dar, weshalb ein solcher 'link' notwendig und welchen Elementen Rechnung zu tragen sei.

Die N+N müssen mit ihren Forderungen den 23 den Eindruck vermitteln, dass sie die Allianzmitglieder in ihren Verhandlungen zwar nicht behindern wollen, dass solche Verhandlungen indessen nicht

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

unter Ignorierung der N+N stattfinden koennen. Die Aushandlung des Mandats fuer das im Umfeld der KSZE anzusiedelnde Abruestungsforum der 23 bleibt ausschliesslich Sache der 23. Das Mandat sollte indessen am Wiener Treffen durch alle 35 Teilnehmerstaaten abgeseget werden, wobei den N+N allerdings kein Vetorecht zustehen wuerde. Ein institutionalisierter ''link'' sollte in der Folge das Informations- bzw. Konsultationsrecht der N+N sicherstellen und Modalitaeten fuer einen allfaelligen Beitrag der N+N, z.B. im Bereich Verifikation, vorsehen. Namentlich das bisher solchen Ueberlegungen abgeneigte Schweden konstatierte eine Uebereinstimmung der N+N in den grundsaeztlichen Fragen. Die Formulierung und Aushandlung des ''link'' bleibt indessen den Delegationen in Wien ueberlassen.

2. Besuch bei Aussenminister Iacovou (i) und beim
Generaldirektor des Aussenministeriums Mavromatis (M)
14. Mai 1987

I.'s Ausfuehrungen konzentrierten sich auf die zypriotische Frage. Er warf der tuerkischen Seite vor, das militaerische Engagement im Norden der Insel zu verstaerken. Dort befaenden sich nun 35'000 Soldaten, zu denen mehrere tausend, vom Festland hinzugezogene Einwanderer, die zugleich Reservisten sind, zu zaehlen seien. Er

Datum: _____

Visum: _____

Teil intern: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

rief zu vermehrtem Druck gegenueber der Tuerkei auf. Entgegenkommen
nuetze nichts. Mit der Praesidentschaft im Europarat sei die Tuer-
kei noch arroganter als vorher geworden. Die UN Vermittlungs-
bemuehungen, die in den Vorschlag vom 29. Maerz 1986 muendeten,
bezeichnete I. als schlecht durchdacht. Der Generalsekretaer sei
damit entgegen negativen Signalen von griechisch-zypriotischer
Seite vorgeprellt.

Auch M. kam auf das UN Dokument von 1986 zu sprechen. Er aeusserte
die Vermutung, dass der Generalsekretaer das Dokument gar nicht im
Detail gekannt habe. Zu jener Zeit sei er vollkommen von der
Finanzkrise der UNO absorbiert worden und habe sich von mit der
Zypernfrage nicht oder nur wenig vertrauten Mitarbeitern beraten
lassen. M. wies darauf hin, dass die griechische Seite groessere
Konzessionen angeboten habe als der numerischen Staerke der Tuerken
entspraechen. Ein echter Fortschritt sei aber nur moeglich, wenn in
Verhandlungen die grundlegenden Probleme (Rueckzug der tuerkischen
Truppen, internationale Garantien, Grundfreiheiten) angegangen
wuerden.

3. Besuch beim Acting Special Representative des UN General-
sekretaers, Holger (H.) und bei General Greindl (G.),
Kommandant der UNFICYP, 14. Mai 1987

H. qualifizierte die gegenwaertige Situation in Zypern als absolut

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

festgefahren. Auch er wies auf die militaerisch unnoetige Verstaer-
kung und die Modernisierung der tuerkischen Streitkraefte im Norden
der Insel hin, welche die Situation erschweren, und darauf, dass
die Kampagne fuer die Wahl des zypriotischen Praesidenten im Feb-
ruar 1988 bereits begonnen habe, wodurch immer staerker wahltak-
tische Ueberlegungen in den Vordergrund geschoben wuerden. Er
raeumte ein, dass das im Maerz 1986 praesentierete Dokument leicht
zu Gunsten der Tuerkei ausgefallen sei, doch sei dieses Dokument
nur als Ausgangspunkt fuer Verhandlungen gedacht gewesen, ohne dass
dessen Annahme die Akzeptanz aller darin enthaltenen Details im-
pliziert haette. Die im Gegenzug von den Griechisch- Zyprioten
geforderte internationale Konferenz im Rahmen der UNO stosse nicht
zuletzt auf die Opposition der USA und Grossbritanniens. Die Zeit
arbeite gegen die Griechisch- Zyprioten, denn die Tuerkifizierung
des Nordens schreite voran. Auch nehme das Risiko der Anerkennung
des noerdlichen Teils der Insel durch moslemische Staaten zu,
selbst wenn dies im Augenblick nicht Ankaras Prioritaet darstelle.

Mit G. wurde der britische Abschnitt der von der UNFICYP ueber-
wachten Grenze zwischen Nord und Sued inspiziert. Die Schweiz zahlt
bekanntlich Fr. 1,7 Mio pro Jahr an die Kosten dieser Truppe.
UNFICYP befindet sich gegenwaertig in einer schwierigen Lage. Ein-
mal wegen der Drohung Schwedens, seine Truppe abzuziehen, es sei
denn, gewisse Bedingungen wuerden erfuellt (Uebernahme der Kosten,
Fortschritte bei der politischen Regelung des Konfliktes). Zum
andern wegen der Infragestellung der Neutralitaet der oesterrei-

Datum: _____

Teil intern: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

13

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

chischen Truppen durch die Tuerkisch-Zyprioten im Anschluss an einen Besuch des griechisch-zypriotischen Verteidigungsministers in Wien. Ein Abzug der Truppen dieser beiden Laender wuerde bedeuten, dass sich UNFICYP nur noch aus NATO-Truppen zusammensetzen wuerde.

BRUNNER.

NNNN

T E I L I IMinisterkonferenz der Internationalen Energie-Agentur (IEA)10./11. Mai 1987 in Paris

Verwaltungsrat der IEA tagte unter Vorsitz kanadischen Ministers fuer Energie, Bergbau und Ressourcen, Marcel Masse.

Leiter Schweizerdelegation war BR Leon Schlumpf, Vorsteher EVED. Er wurde begleitet von Staatssekretaer Franz Blankart, Direktor BAWI. Thema der Konferenz: Energiepolitik mit Blick auf neunziger Jahre (vgl. Wotex Nr. 20 v. 11.5.87). Nachdem im vergangenen Jahr Energiepreise aufgrund eines Mehrangebotes, v.a. beim Erdoel, erheblich gesunken sind und sich Unfall in Tschernobyl ereignete, wuenschten Energieminister, sich mit den kurz- und langfristigen Konsequenzen dieser Ereignisse auseinanderzusetzen. Im Vordergrund Diskussionen standen folgende Themen:

- Auswirkung tieferer Oelpreise auf langfristige Versorgungssicherheit,
- Elektrizitaetsangebot und -nachfrage, insbesondere zukuenftige Rolle Kernenergie,
- Verbesserung des Notstandssystems als Vorsorge fuer den Fall von Oelverknappungen,
- Kampf gegen Protektionismus im Energiebereich.

Ergebnisse Ministerkonferenz:

Trotz gegenwaertigem Ueberangebot auf Energiemaerkten wollen Minister in ihren Anstrengungen zur Verbesserung der langfristigen Versorgungssicherheit fortfahren. Sie unterstrichen Notwendigkeit - insbesondere bei Unsicherheit bezueglich der weiteren Entwicklung auf dem Oelmarkt - einer flexiblen Energiepolitik, (d.h.v.a. auf keine Option verzichten), dabei muessen auch Auswirkungen des technologischen Fortschrittes auf Energieproduktion und -verwendung beruecksichtigt werden. Auch mit Diversifizierung der Energietraeger, einschliesslich Entwicklung einheimischer Energiequellen sowie mit Verbesserungen beim rationellen Energieeinsatz muss weitergefahren werden, obwohl heute IEA-Laender im Vergleich zu 1973 einen Fuenftel weniger Energie pro Einheit BSP benoetigen.

Im Bereich Krisenvorsorge sind IEA-Minister der Auffassung, dass entspannte Oelmarktsituation gute Gelegenheit zur Aufstockung der Notstandsvorraete darstellt. Im Hinblick auf laengerfristig wiederum zunehmende Oelimportabhaengigkeit, soll IEA-Verwaltungsrat innerhalb eines Jahres aufzeigen, in welchen Bereichen Krisenvorsorge Verbesserungsmoeglichkeiten bestehen.

Energieminister sind zudem entschlossen, protektionistischem Druck im Handel mit Energie nicht nachzugeben, da nur freie Energiemaerkte richtig funktionieren koennen. Noch bestehende Handelshemmnisse sollen reduziert und schliesslich vollstaendig beseitigt werden.

Fuer die meisten IEA-Mitgliedlaender mit Kernenergieprogrammen bleibt diese Form Elektrizitaetserzeugung auch in Zukunft als Option bestehen, sie unterstrichen die kollektiven und individuellen Anstrengungen zur weiteren Verbesserung Kernenergiesicherheit. Nach Ansicht der Minister muss jedes Land entsprechend seinen spezifischen nationalen Gegebenheiten darueber entscheiden, in welchem Verhaeltnis die verschiedenen Energietraeger bei Elektrizitaetsproduktion eingesetzt werden. Allerdings sollen sie bei diesem Entscheiden Belangen Versorgungssicherheit, Umwelt und Betriebssicherheit wie auch moeglichen Auswirkungen fuer andere Laender Rechnung tragen.

droits de l'homme: visite de m. herndl

Le 14 mai 1987, le directeur de la doi a recu m. k. herndl, chef du centre de l'onu pour les droits de l'homme a geneve. a cette occasion, m. herndl a rendu une visite de courtoisie au chef du departement. lors des entretiens de travail diriges par l'ambassadeur muheim, m. herndl s'est montre preoccupe par l'impact de la crise financiere des nations unies sur le secteur des droits de l'homme, qui pourrait encore aggraver sa situation deja precieuse aujourd'hui (0,7 % du budget de l'onu). il a invite la suisse a exercer, dans les limites tracees par sa non-appartenance a l'onu, de son influence pour que ce secteur ne soit pas trop defavorise dans le cadre de la restructuration des nations unies. m. herndl a releve que, selon son experience un etat se trouve renforce dans sa credibilite en matiere de politique des droits de l'homme, sur les plans tant bilateral que multilateral, lorsqu'il a adhere aux instruments internationaux de base dans ce domaine, notamment aux deux pactes des nations unies sur les droits de l'homme. par ailleurs, il a considere qu'il fallait reexaminer le statut des ong, toujours plus nombreuses et a la credibilite parfois incertaine, aupres de l'onu. diverses ong ont en effet utilise les nations unies en faisant du tort a son image. interroge enfin par l'ambassadeur muheim sur les resultats concrets obtenus par l'onu en matiere de droits de l'homme,

m. herndl a declare que l'organisation avait contribue a accele-
rer la promotion des droits de l'homme par une sensibilisation
de l'opinion publique, en particulier a l'egard de l'afghanistan
(rapport ermadora), de l'argentine, du chili et de l'uruguay.

40. generalversammlung der weltgesundheitsorganisation (who)

vom 4.-16. mai 1987 fand in genf die 40. generalversammlung der
weltgesundheitsorganisation statt. wegen der geringen aussichten
auf eine erfolgreiche bekaempfung von aids und den grossen finan-
ziellen schwierigkeiten, den beiden hauptthemen der diesjaehrigen
konferenz, war die in der versammlung vorherrschende grundstimmung
eher gedaempft. positiv kann aber vermerkt werden, dass die debat-
ten im allgemeinen sachlicher als in frueheren jahren gefuehrt
wurden und die obligaten politischen auseinandersetzungen (resolu-
tion betr. israel, suedafrika u.a.m.) von einer gewissen zurueck-
haltung gekennzeichnet waren.

was die bekaempfung von aids anbelangt, stimmte die versammlung
einem gutkonzipierten programm zu, das hauptsaechlich durch frei-
willige betraege finanziert werden soll. die deh prueft gegenwaer-
tig, in welchem rahmen sich die schweiz an diesem programm betei-
ligen kann.

die prekaere finanzlage hat im wesentlichen zwei ursachen: das
nichtbezahlen von obligatorischen mitgliederbeitraegen (ende april
1987 waren noch rund 27% der mitgliederbeitraege fuer 1986 nicht
bezahlt, die usa haben bis heute erst 7,2 mio \$ ihres 62 mio-jah-
resbeitrages fuer 1986 ueberwiesen) und waehrungsschwierigkeiten
(allein in der budgetperiode 1986/87 wird die organisation waeh-
rungsverluste von rund 40 mio \$ auffangen muessen).

angesichts dieser probleme sah sich die who gezwungen, fuer die
kommende budgetperiode ausgaben in der hoehe von 50 mio \$ zu blok-
kieren. zudem beschloss die organisation, den mitgliedstaaten 1988
nur rund die haelfte (25 mio \$) des gelegenheitseinnahmen-fonds
auszuzahlen und die andere haelfte als eiserne reserve vorderhand
zurueckzubehalten und erst dann auszuschuetten, wenn es die finan-
zielle situation der who erlaubt.

die schweiz stimmte wie in den frueheren jahren gegen die resolution ueber die ''sanitarischen bedingungen in den von israel besetzten gebieten'', (resultat der schlussabstimmung 63 ja, 26 nein, 28 enthaltungen). bei der abstimmung ueber die ''unterstuetzung der frontstaaten im suedlichen afrika'' enthielten sich die schweiz sowie die brd, grossbritannien und chile der stimme, die entschliessung wurde mit 100 gegen 1 stimme (usa) gutgeheissen. im uebrigen stimmte unser land, zusammen mit 15 andern westlichen staaten, gegen eine von ostblock eingebrachte resolution ueber die ''auswirkungen des nuklearkrieges auf die gesundheit'', die mit 59 angenommen wurde.

da 1988 die dritte fuenfjaehrige amtszeit des jetzigen generaldirektors (dr. h. mahler, dk) zu ende geht, hat waehrend der versammlung das kandidatenkarussell zu drehen begonnen. die ausgangslage ist allerdings noch voellig offen, weiss man doch noch nicht, ob mahler fuer eine vierte amtszeit kandidieren will. weitere moegliche anwaerter sind frau law (kanada), lucas (nigeria), gezairy (saudi-arabien) und nakashima (japan), der offenbar die unterstuetzung der usa genieisst.

UNTSO

Bekanntlich finanziert die Schweiz die Kosten der von der Balair betriebenen, aber im Eigentum der Eidgenossenschaft stehenden Fokker F-27, die der United Nations Truce Supervision Organisation (UNTSO) zur Verfügung steht. Dieses Flugzeug wurde in den vergangenen Wochen einer grösseren technischen Kontrolle unterzogen und zum Teil erneuert.

Aus Anlass der Uebergabe des revidierten Flugzeuges an die UNTSO, welche zusammenfiel mit dem 20jaehrigen Engagement der Eidgenossenschaft und der Balair zu Gunsten der UNTSO und mit dem Abschied von UNTSO Chief of Staff, General Callaghan, hat die Balair vom 12. - 16. Mai zu einer Besuchs- und Inspektionsreise der UNTSO-Aktivitäten in Israel und Aegypten eingeladen. Neben einem Vertreter des Bundesamtes für Zivilluftfahrt hat von Seiten des EDA vom 12. - 14. Mai Minister Jenö Staehelin an dieser Reise teilgenommen.

Der Delegation wurde im UNTSO Hauptquartier in Jerusalem eine umfassende Orientierung der friedenserhaltenden Aktivitäten der UNO im Mittleren Osten geboten. Die UNTSO ist in Amman, Beirut, Damaskus, Jerusalem und Kairo stationiert und hat Aussenposten im Gazastreifen, auf der Golanhöhe, im Südlibanon und auf Sinai. Ihr

kommt im Verhältnis zu UNDOF (United Nations Disengagement and Observer Force) auf der Golanhöhe und UNIFIL (United Nations Interim Force in Lebanon) auch eine koordinierende Aufgabe zu. Interessant war die Information, dass seit kurzem auch ein UNTSO-Offizier in Bagdad und Teheran stationiert ist, ohne allerdings bis anhin massgeblich eingesetzt worden zu sein.

Auf Sinai - der zweiten Station der Reise - konzentriert sich die UNTSO-Beobachtungstätigkeit auf den westlichen Teil der Halbinsel, während die Ostgrenze bekanntlich von den durch das Camp David Agreement eingesetzten, nicht unter UN-Aufsicht stehenden, multinationalen Truppen überwacht wird. Das Balair Flugzeug und dessen Schweizer Besatzung, die einen ausgezeichneten Eindruck macht, erfüllt in diesem Raum eine unentbehrliche Transport- und Verbindungsaufgabe.

Der UNTSO Kommandant, General William Callaghan (Irland) wird anfangs Juni durch den norwegischen General Martin Vadset abgelöst. Callaghan war 1981-1986 Kommandant der UNIFIL gewesen. Seine praktische Erfahrung und seine Kenntnisse der Bedürfnisse der UNO friedenserhaltenden Aktionen bot anlässlich eines längeren Gesprächs interessante Einblicke in die Möglichkeiten für ein Land wie die Schweiz, den friedenserhaltenden Tätigkeit der UNO gegebenenfalls materielle Unterstützung zu leisten.

BRUNNER.

1.A.22.14.7.3. - SM/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft: Wochentelex 21/87 vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Eautenberg Herr Faivet	LA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Streuli	MF SIN STJ
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für internationale Umweltangelegenheiten	Herr Imm	IE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Botschafter Freymond Herr Ruf	WER FRE RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr P. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - SWL/IA

V E R S A N D L I S T E

Ch 20. Mai 87 -8

Betrifft: Wochentelex 21/87 vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra		Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing		Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

95 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

100 total

=====

Ch 20. Mai 87 -8

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse und Informationsdienst

Bern, den 15.5.1987

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

T E L E G R A M M

(CH)

Wochentelex 21/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|--------------------------------------|---------------------|--------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Islamabad | - Riad |
| - Algier | - Guatemala | - Rome |
| - Amman | - Jakarta | - Santiago |
| - Ankara | - Kairo | - Seoul |
| - Athènes | - Kinshasa | - Stockholm |
| - Bagdad | - Lagos | - Teheran |
| - Bangkok | - Lima | - Tel Aviv |
| - Beirut | - Lissabon | - Tokio |
| - Bonn | - London | - Warschau |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Washington |
| - Brüssel
(Botschaft und Mission) | - Madrid | - Wien |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Moskau | |
| - Bukarest | - Nairobi | |
| - Canberra | - New Delhi | |
| - Caracas | - New York/Obser. | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (auch OECD) | |
| - Dublin | - Peking | |
| - Havanna | - Prag | |
| | - Pretoria | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD